

## Vers une Convention sur les crimes contre l'humanité ?

Rebecca MIGNOT-MAHDAVI

« *Nous pensons que les dispositions relatives à aut dedere aut judicare, et à la compétence universelle sont des aspects essentiels de la Convention proposée, et qu'il est vital que la Convention ne recule pas sur des principes de droit international si importants* »<sup>1</sup>. C'est ainsi que se termine la lettre adressée en février 2016 par des organisations non-gouvernementales à la Commission du droit international. Celle-ci a pour objectif de présenter une proposition définitive de convention sur les crimes contre l'humanité à l'horizon 2019<sup>2</sup>. La CDI a ainsi désigné le Professeur Sean Murphy comme rapporteur spécial en juillet 2014<sup>3</sup>. Il est chargé de l'élaboration d'une nouvelle proposition de convention, une première version de la proposition de convention ayant été soumise à l'examen de la CDI en août 2010<sup>4</sup>. Un corrigendum a été publié en mai 2012, et il est prévu de présenter bientôt une seconde série de projet d'articles<sup>5</sup>. Si l'espoir de voir le plus grand nombre d'Etats signer et ratifier un accord international peut parfois conduire les auteurs de propositions à faire des compromis sur les obligations étatiques inscrites dans le texte, les auteurs de la proposition de convention sur les crimes contre l'humanité se montrent jusqu'à présent assez exigeants.

L'initiative d'une telle proposition s'inscrit dans une conception dynamique du droit. Les droits de l'homme ont une histoire qui continue à s'écrire en fonction d'enjeux complexes et entremêlés : politiques, idéologiques et juridiques<sup>6</sup>. Cette initiative, par son attachement à prendre en considération la façon dont la convention est susceptible d'être accueillie par les Etats, semble se tenir à distance d'une conception simpliste et trompeuse du droit comme un processus naturel, progressiste et cumulatif « *entraînant l'humanité vers toujours plus de justice* »<sup>7</sup>. Elle semble tout autant se tenir à l'écart d'une conception qui, à l'inverse, ne voit dans les droits de l'homme qu'un vulgaire slogan. Deux exemples dans le projet actuel : l'exclusion de la possibilité pour les Etats de formuler des réserves<sup>8</sup> – on préfère une convention

---

<sup>1</sup> Letter to Professor Sean Murphy, Special Rapporteur of the International Law Commission on crimes against humanity from leading NGOs, 16 February 2016: « *We believe that provisions on aut dedere aut judicare and universal jurisdiction are essential aspects of the proposed Convention and it is vital that the Convention does not backtrack on such important international law principles* ».

<sup>2</sup> SADAT (Leila), PIVNICHNY (Douglas), « Towards a New Global Treaty on Crimes Against Humanity », *Ejil :Talk !*, 5 août 2014, disponible sur le site : [<http://www.ejiltalk.org/towards-a-new-global-treaty-on-crimes-against-humanity/>].

<sup>3</sup> A/69/10, Rapport de la Commission du droit international, disponible sur le site : [<http://legal.un.org/ilc/reports/2014/french/chp14.pdf>], décision prise à la 3227<sup>e</sup> séance de la CDI, le 18 juillet 2014.

<sup>4</sup> Washington University School of Law, Whitney R. Harris World Law Institute, Initiative sur les crimes contre l'humanité, Août 2010, Proposition de Convention internationale sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité.

<sup>5</sup> Transcription de la Conférence donnée par Sean Murphy à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense, organisée le 11 décembre 2014 à l'Université de Nanterre, par le Diplôme Universitaire « Organisations et juridictions pénales internationales » (DU OJPI) et le Centre de droit international (CEDIN), « Toward a Convention on Crimes against Humanity? », Paru dans *La Revue des droits de l'homme*, 7 | 2015, disponible sur le site : [URL : <https://revdh.revues.org/1185>]; Letter to Professor Sean Murphy, Special Rapporteur of the International Law Commission on crimes against humanity from leading NGOs, 16 February 2016, *op.cit.*

<sup>6</sup> BOBBIO (Noberto), *Le futur de la démocratie*, Paris, Seuil, 2007, ch. Sur le fondement des droits de l'homme, voy. LOCHAK (Danièle), *Les droits de l'homme*, Broché, 3<sup>e</sup> édition, 2009.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Proposition de Convention internationale sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité, *op.cit.*, Article 23 ; sur l'importance d'exclure les réserves, voir AMNESTY INTERNATIONAL, « Recommandations

« intègre » à une convention trop « large » – et le choix d'exclure les immunités et privilèges des chefs d'Etat, d'une manière encore plus affirmée que devant la Cour pénale internationale<sup>9</sup>.

L'analyse du contenu de la proposition dans sa version la plus à jour, tout en mesurant l'existence de certaines lacunes du droit international pénal en matière de crime contre l'humanité<sup>10</sup>, permet de mesurer l'efficacité potentielle d'une telle convention si elle était soumise à signature et ratification. L'efficacité est ici définie par la possibilité d'atteindre les objectifs visés par la proposition. Une telle convention viendrait-elle ainsi garantir une plus grande harmonisation normative de la justice pénale internationale<sup>11</sup> ?

Puisque nous considérons que l'enjeu réside précisément en l'harmonisation du droit international pénal concernant les crimes contre l'humanité, entre juridictions internes et internationales, et entre juridictions internes entre elles, il faut revenir à ce stade sur une critique « simpliste » qui considère que le Statut de Rome comprend déjà dans son article 7 une définition du crime contre l'humanité et qu'en conséquence la conclusion d'une convention spécifique serait inutile<sup>12</sup>. Après tout, la convention sur le génocide de 1948 ou les conventions de Genève de 1949 sur le *jus in bello* furent conclues en un temps où il n'existait pas encore de juridiction pénale internationale permanente. Mais le Statut de Rome qui institue la Cour pénale internationale met en place une relation verticale entre la CPI et les Etats parties. Au contraire, une convention sur les crimes contre l'humanité entend augmenter la capacité des systèmes législatifs nationaux à prévenir, à poursuivre et à réprimer les crimes contre l'humanité. Nous pouvons considérer qu'elle s'intéresse en ce sens à nourrir les relations horizontales entre les Etats en matière d'enquêtes, de poursuites et d'extraditions. Les deux instruments seraient donc complémentaires.

Le Professeur Sean Murphy, lors de son passage le 11 décembre 2014 à l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense, expliquait que son université, la George Washington University, qui est dotée d'une clinique de droits de l'homme, a conduit une étude sur trois ans visant à identifier les différentes lois nationales relatives aux crimes contre l'humanité<sup>13</sup>. Cette clinique, pour des raisons techniques, n'a pu conduire ses analyses que sur quatre-vingt-trois pays au sein desquels on avait pu préalablement recensé l'existence de telles lois. A l'examen, nombreux sont d'ailleurs ceux qui se sont finalement avérés ne pas être dotés de législations sur les crimes contre l'humanité mais simplement de lois sur les crimes de guerre. Plus précisément, sur le total des Etats analysés, seulement quarante pour cent d'entre eux avaient en réalité incorporé des normes spécifiques dans leur législation. Si l'on considère, parmi ces quatre-vingt-trois pays, les Etats parties au Statut de Rome, soit cinquante-huit d'entre eux, seuls vingt-huit se sont dotés de législations nationales sur les crimes contre l'humanité. Enfin, seuls dix Etats

---

initiales en faveur d'une convention sur les crimes contre l'humanité », Amnesty International Publications, 2015, p.28.

<sup>9</sup> CIJ, affaire du mandat d'arrêt, 11 avril 2000, Opinion dissidente de Christine Van Den Wyngaert; Convention : « *Les immunités ou règles de procédure spéciales qui peuvent s'attacher à la qualité officielle d'une personne, en vertu du droit interne ou du droit international, n'empêchent pas un tribunal d'exercer sa compétence à l'égard de cette personne* »

<sup>10</sup> Pour une analyse détaillée, voy. BASSIOUNI (Chérif), *Crimes against humanity in international criminal law*, Martinus Nijhoff Publishers, 1999, 610 p. ; SADAT (Leila), « Crimes Against Humanity in the Modern Age », *American Journal of international Law*, Avril 2013, Volume 107, pp. 334-377.

<sup>11</sup> VAN DEN HERIK (Larissa) et STAHN (Carsten), *The Diversification and Fragmentation of International Criminal Law*, 2012, Brill Nijhoff, 710 p.

<sup>12</sup> Voy., dans le présent ouvrage et en annexe, la définition proposée à l'article 7 du Statut de Rome.

<sup>13</sup> Transcription de la Conférence donnée par Sean Murphy à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense, organisée le 11 décembre 2014 à l'Université de Nanterre, par le Diplôme Universitaire « Organisations et juridictions pénales internationales », *op. cit.*, p.2.

incorporent directement et parfaitement l'Article 7 du Statut de Rome. En d'autres termes, la plupart des pays n'ont soit pas de législation sur les crimes contre l'humanité, soit des législations qui reprennent que partiellement la définition du Statut de Rome.

## **I. La proposition de convention : un outil d'harmonisation large et approfondie du contenu du crime contre l'humanité**

La proposition de convention apparaît alors comme étant un outil d'harmonisation substantielle du crime contre l'humanité dans les législations nationales. En permettant aux parties de retenir les mêmes éléments matériels et contextuels qui seraient constitutifs du crime contre l'humanité, la proposition de convention fait également naître l'espoir d'une harmonisation des décisions de justice traitant d'affaires impliquant de tels crimes. L'harmonisation pourrait ainsi être à la fois horizontale et verticale. Les éléments du crime contre l'humanité détaillés dans la proposition de convention sont en effet les mêmes que ceux présents à l'article 7 du Statut de Rome – harmonisation verticale – et la convention est susceptible d'être ratifiée par un grand nombre d'Etats, y compris par des Etats non parties au Statut de Rome – harmonisation horizontale (A). On pourrait toutefois penser que la proposition de convention, en étant exactement conforme au Statut de Rome, ne répond pas aux critiques dénonçant certaines imprécisions de l'article 7 du Statut et plaidant pour quelques révisions. On pourrait alors voir perdurer un risque de « cacophonie » dans les jugements rendus par les tribunaux nationaux (B).

### **A. Une harmonisation verticale et horizontale étendue**

Pourquoi les Etats non parties au Statut de Rome seraient-ils moins réticents à l'idée de ratifier une convention sur les crimes contre l'humanité qu'à celle de ratifier le Statut de Rome et de reconnaître et accepter ainsi la compétence de la Cour pénale internationale ? Parce que les enjeux sont moindres. Prenons le cas des Etats-Unis. Ils ne disposent pas de lois sur les crimes contre l'humanité. Lorsque le *US Department of Homeland Security* se trouve face à des cas d'étrangers qui arrivent sur le territoire et qui sont susceptibles d'avoir commis des crimes contre l'humanité à l'étranger, il n'est pas possible de les poursuivre sur ce chef aux Etats-Unis<sup>14</sup>. Dans ce contexte, le gouvernement des Etats-Unis n'a pour seul moyen d'action que la possibilité d'éloigner ces personnes si et seulement si elles ont violé le droit de l'immigration américain. Une telle convention pourrait en ce sens se révéler attractive pour les Etats-Unis. Il est fort probable que les Etats-Unis, qui ne sont pas parties au Statut de Rome, acceptent ainsi de rejoindre cette Convention même si, à ce jour, Washington n'a témoigné ni de son enthousiasme à l'idée d'une convention sur les crimes contre l'humanité, ni de sa réticence.

Sachant qu'ils ont mis quarante ans à ratifier la Convention sur les crimes de génocide<sup>15</sup>, il n'est pas inenvisageable que la ratification d'une convention sur les crimes contre l'humanité ne soit pas immédiate une fois la proposition ouverte à la signature et à la ratification. Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que la réticence et les objections formulées par les Etats-Unis à l'égard du Statut de Rome sont liées à la possibilité pour des ressortissants américains de se voir poursuivis par une juridiction pénale internationale. Ces préoccupations ne sont pas de nature à freiner les Etats-Unis dans le processus de ratification d'une nouvelle convention sur

---

<sup>14</sup> Transcription de la Conférence donnée par Sean Murphy à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense, organisée le 11 décembre 2014 à l'Université de Nanterre, par le Diplôme Universitaire « Organisations et juridictions pénales internationales », *op. cit.*, p.6.

<sup>15</sup> Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Paris, 9 décembre 1948, entrée en vigueur le 12 janvier 1951, ratifiée par les Etats-Unis d'Amérique le 25 novembre 1988.

les crimes contre l'humanité. En revanche, il n'est pas exclu qu'ils se montrent frileux face au principe *aut dedere aut judicare* et à la compétence universelle<sup>16</sup>.

Plus généralement, les Etats non parties au Statut de Rome pourraient ne pas avoir les mêmes réticences à l'égard d'une telle convention.

#### B. Simple mise en commun de standards minimums ou harmonisation approfondie ?

Reprendre parfaitement la définition du Statut de Rome est-il suffisant ou attendons-nous plus d'une convention qui tend à harmoniser le droit international pénal en matière de crimes contre l'humanité ? Une définition plus précise ou avec des éléments nouveaux n'aurait-elle pas été bénéfique pour apporter des précisions sur le contenu du crime contre l'humanité dans ses différents éléments ? De prime abord, il semble que l'objectif d'harmonisation, pour être atteint, n'implique pas seulement une mise en commun de standards minimum dans l'ensemble des législations nationales. Il s'agit aussi de détailler, préciser, voire ajouter certains éléments du crime afin de favoriser une interprétation commune et harmonieuse d'une juridiction à l'autre, nationale ou internationale.

A l'origine, il était question d'élargir le champ de compétence *ratione materiae* du crime contre l'humanité. En effet, aux fins de prévenir les évolutions technologiques à venir, et notamment les cas de cyber-attaques, l'insuffisance du champ d'application du crime contre l'humanité tel que prévu dans le Statut de Rome avait été dénoncée. Il restreint, en effet, l'infraction aux attaques contre les personnes, et qui plus est aux attaques directes. Certains commentateurs, à l'instar du Professeur Cherif Bassiouni, insistaient donc sur le fait qu'il était nécessaire de prendre en compte les attaques directes contre des biens lorsqu'elles sont susceptibles d'altérer la vie, la santé et le bien-être des personnes<sup>17</sup>. Il pensait ici particulièrement à la cybercriminalité. Mais cet élargissement n'a pas été opéré. Il demeure néanmoins possible d'estimer qu'une cyber-attaque n'est pas une fin mais un moyen pour attaquer directement la population civile. Une cyber-attaque pourrait alors rentrer dans la catégorie du crime contre l'humanité. Cela étant, face à de telles situations et en l'absence d'une clarification textuelle, des dissonances sont à prévoir selon la conception de la cyber-attaque que les juges auront choisi d'adopter. En outre, la proposition de convention ne précise pas l'interprétation du contenu du champ *ratione personae* du crime contre l'humanité. Il était pourtant question d'indiquer expressément que les crimes contre l'humanité n'étaient pas limités aux actes perpétrés par des acteurs étatiques<sup>18</sup>. L'absence de définition conceptuelle commune peut là encore engendrer des interprétations et applications différentes du crime contre l'humanité d'un juge à l'autre, d'une juridiction à l'autre.

Enfin, au contraire, la proposition de convention internationale sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité détaille l'objectif de prévention que comporte l'infraction en son

---

<sup>16</sup> Voy. *infra*.

<sup>17</sup> BASSIOUNI (Chérif), « Crimes Against Humanity : the Case for a Specialized Convention », *Washington University Global Studies Law Review*, 2010, Volume 9, Numéro 4, p.590.

<sup>18</sup> Transcription de la Conférence donnée par Sean Murphy, « Toward a Convention on Crimes against Humanity? », *op. cit.* Sean Murphy explique ce choix par la peur de « geler » le droit – « *le but n'est pas d'être créatif ni d'anticiper les choses* » mais plutôt de « *prendre la définition du crime contre l'humanité comme tel et laisser cours à l'interprétation judiciaire qui se développera au fil du temps* ». Il semble que si l'objectif poursuivi consistait simplement à harmoniser le crime contre l'humanité au sein d'un Etat ou d'une seule juridiction, ce choix opéré dans la première version de la proposition de convention n'est pas totalement incompatible avec cet objectif. En revanche, il contrevient davantage à un objectif d'harmonisation globale du droit international pénal concernant les crimes contre l'humanité.

article 8-C-15<sup>19</sup>. Cette précision est susceptible d'atténuer la confusion concernant les objectifs de la justice pénale internationale. La proposition énumère également les outils que les Etats peuvent élaborer afin d'atteindre cet objectif de prévention : interdiction des appels à la haine, obligation d'information concernant la prohibition des crimes contre l'humanité, formation du personnel chargé de l'application des lois, du personnel militaire ou des autres agents de la fonction publique.

La proposition de convention semble être un outil efficace d'harmonisation non pas tant grâce au contenu même du crime contre l'humanité qu'elle détaille, qui pourrait être considéré comme étant lacunaire en certains aspects, mais surtout grâce à l'absence de possibilité de formuler des réserves à la convention. Il semble donc que la convention offre un bon compromis de définition de la substance du crime contre l'humanité pour conduire à une meilleure harmonisation du contenu du droit international pénal. Par ailleurs, la convention fournit des outils multiples pour coordonner les Etats dans la mise en place de leur coopération.

## **II. La proposition de convention : un outil symbolique et catalyseur d'harmonisation et de coordination de la répression du crime contre l'humanité**

La proposition de convention marque une prise de conscience : pour assurer la lutte contre l'impunité et la répression des crimes contre l'humanité, le travail de la Cour pénale internationale n'est pas suffisant. Les Etats sont des acteurs indispensables dans cette œuvre (A). Pour permettre aux Etats de jouer leur rôle et d'agir sur des fondements communs, leur fournir des outils est nécessaire. En ce sens, la proposition de convention s'impose comme un « catalyseur » de la coordination de la répression du crime contre l'humanité. L'institution d'un organe de surveillance et de vérification, d'un comité semblable à ceux rattachés aux instruments de base du DIDH est ici bienvenue (B).

A. La proposition de convention : symbole d'une prise de conscience du caractère indispensable du rôle des Etats dans la lutte contre l'impunité

En travaillant à combler l'absence de définition du crime contre l'humanité dans une convention internationale, la proposition de convention de la CDI illustre la prise en compte croissante du rôle crucial que sont susceptibles de jouer les Etats et leur juridictions nationales dans la lutte contre l'impunité et la mise en œuvre de la justice pénale internationale<sup>20</sup>. En effet, matériellement, financièrement, institutionnellement, la Cour pénale internationale ne peut évidemment pas tout. Et bien que les Etats aient un rôle indéniable à jouer, peu sont ceux qui exercent aujourd'hui leur juridiction pour des crimes contre l'humanité qui auraient été perpétrés en dehors de leur territoire mais dont l'auteur présumé – qui ne serait pas un de leurs ressortissants – se trouverait sur leur territoire. Comme mentionné précédemment, la clinique de la Georges Washington University a conclu à l'issue de ses travaux que seuls vingt et un Etats ont adopté une loi leur permettant d'exercer une telle compétence extraterritoriale – sur les quatre-vingt-trois censés s'être dotés de législations sur les crimes contre l'humanité.

---

<sup>19</sup> A/CN.4/680, First Report on Crimes Against Humanity, par MURPHY (Sean), Rapporteur spécial, disponible sur le site : [<http://legal.un.org/docs/?symbol=A/CN.4/680>], 17 février 2015, pp.53-57 ; SADAT (Leila), PIVNICHNY (Douglas), « Towards a New Global Treaty on Crimes Against Humanity », *Ejil :Talk !*, 5 août 2014, disponible sur le site : [<http://www.ejiltalk.org/towards-a-new-global-treaty-on-crimes-against-humanity/>].

<sup>20</sup> Assemblée Générale des Nations Unies, « Les délégations de la Sixième Commission soulignent l'importance de la compétence universelle dans la lutte « contre l'impunité des auteurs de crimes graves » », 12 octobre 2011, AG/J/3415.

Les travaux de la Commission du droit international révèlent alors une prise de conscience de l'importance non seulement du rôle des Etats dans la lutte contre l'impunité des crimes contre l'humanité, mais aussi des relations interétatiques pour mener à bien cet objectif. En effet, la proposition contient plusieurs dispositions s'intéressant à la coordination entre Etats parties dans les phases d'enquête, de poursuite, de répression et d'exécution des peines. La proposition offre à ce jour une sorte de mode d'emploi assez complet à destination des Etats s'agissant de leur coopération en la matière.

#### B. La proposition de convention : un guide détaillé et exigeant pour une coopération renforcée entre les Etats

Aussi bien le principe *aut dedere aut judicare* que les mesures de coopération figurent au sein d'un projet d'article de la proposition sur les obligations des Etats inscrit dans la convention<sup>21</sup>. S'il ne mentionne pas explicitement la responsabilité étatique, le paragraphe 11 du préambule de la proposition de convention et son article premier affirment que les crimes contre l'humanité sont des crimes au regard du droit international pouvant donner lieu à la responsabilité des Etats pour fait internationalement illicite<sup>22</sup>. A ce jour, il s'agit bien d'obligation de coopérer. Une violation du principe *aut dedere aut judicare*, selon lequel « *les Etats Parties doivent poursuivre ou extraditer ceux qui sont accusés ou soupçonnés de commettre des crimes contre l'humanité* » engagera donc la responsabilité de l'Etat partie. Il convient de rappeler qu'aucune réserve n'est possible dans la version la plus à jour de la proposition de convention. Conformément à ce que les organisations non gouvernementales ont exprimés dans leur lettre adressée à Sean Murphy en février 2016, l'absence de compromis dont a fait preuve la CDI dans cette première proposition de convention, notamment à l'égard du principe *aut dedere aut judicare* est un élément essentiel de ce projet<sup>23</sup>.

Selon l'article 9 de la proposition de convention, les Etats parties sont tenus, s'ils ne poursuivent pas une personne soupçonnée de crimes contre l'humanité pour une raison non spécifiée dans la Convention, de remettre cette personne à un autre Etat partie, ou à la CPI, ou encore à un tribunal international compétent. Les Etats parties au Statut de Rome ont l'obligation de coopérer avec la CPI. Quant aux Etats qui ne sont pas parties au Statut de Rome, ils n'y sont pas obligés, mais la convention leur fournit la faculté de coopérer avec la Cour pénale internationale – à supposer qu'une telle précision se révèle néanmoins nécessaire. Cela souligne cependant la coopération « à deux degrés » rendue possible par la proposition de convention.

Non seulement la proposition de convention pose-t-elle le principe cardinal d'*aut dedere aut judicare*, mais aussi exige-t-elle des Etats une coopération particulièrement poussée<sup>24</sup>. Elle impose ainsi aux Etats de s'accorder « *la plus grande assistance et coopération possible* » à toutes les phases de la procédure, peu importe qu'il existe ou non des traités d'extradition ou d'entraide judiciaire entre lesdits Etats Parties. Plus encore, elle impose aux Etats de se porter mutuellement assistance pour renforcer leurs capacités d'enquête et de poursuite. Pour ce faire, la proposition de convention prévoit une série de mécanismes<sup>25</sup>. Elle met notamment en place

---

<sup>21</sup> Washington University School of Law, Whitney R. Harris World Law Institute Initiative sur les crimes contre l'humanité, Août 2010, *op. cit.*

<sup>22</sup> *Ibid.*, Article 8, Note explicative, §17.

<sup>23</sup> Letter to Professor Sean Murphy, Special Rapporteur of the International Law Commission on crimes against humanity from leading NGOs, 16 February 2016, *op.cit.*

<sup>24</sup> Proposition de Convention internationale sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité, *op. cit.*, Article 8-D-§17 et §18.

<sup>25</sup> *Idem.*, Article 19.

un comité qui sera chargé de faciliter les activités entre Etats<sup>26</sup>, l'échange d'informations<sup>27</sup>. Il sera aussi chargé de coopérer avec les organisations et juridictions pénales internationales<sup>28</sup>, ou encore de lister les besoins d'assistance technique des Etats et de recommander des mesures pour y répondre<sup>29</sup>. Ce comité fait aussi office de contrôle du processus d'incorporation de la convention par les Etats, qui sont tenus de communiquer au comité des informations relatives à la mise en œuvre de la présente convention, comme l'adoption de législation nationale d'application. Cette information doit également prendre la forme de rapports incluant des données faisant état du respect des obligations posées par la convention, ainsi que des données relatives à sa pratique : nombre d'allégations, d'enquêtes, de poursuites, de condamnations, d'extraditions et de demandes mutuelles d'entraide judiciaire<sup>30</sup>. Le comité examine ensuite ces informations et communique à l'Etat des commentaires, observations ou recommandations.

Par la fourniture « clefs en main » d'outils permettant aux parties de mieux coopérer dans la prévention et la répression des crimes contre l'humanité, par les espoirs d'harmonisation substantielle du crime contre l'humanité qu'elle permettrait, une convention internationale sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité est particulièrement attendue. Le travail de la CDI révèle la prise en compte d'un enjeu majeur de la justice pénale internationale : le mouvement vers une décentralisation du phénomène et le rôle crucial qui peut et doit être joué par les Etats dans sa mise en œuvre.

---

<sup>26</sup> *Idem.*, Article 19-A-6- a).

<sup>27</sup> *Idem.*, Article 19-A-6- b).

<sup>28</sup> *Idem.*, Article 19-A-6- c).

<sup>29</sup> *Idem.*, Article 19-A-6- f).

<sup>30</sup> *Idem.*, Article 19-A-8- a), b), et c).